



L'ambassadeur américain interdit d'entrée au château de Prague

Par [Bryan Macdonald](#)

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Mondialisation.ca, 09 avril 2015

[rt.com](#)

L'écrivain et le journaliste irlandais Bryan MacDonald, dont le travail se concentre sur la Russie et ses arrière-pays, croit que c'est le temps pour les États-Unis de traiter l'Europe de l'Est avec respect.

Ce qu'il y a de plus surprenant dans la dispute entre le président tchèque Milos Zeman et l'ambassadeur américain Andrew Schapiro, ce n'est pas les commentaires peu diplomatiques de l'envoyé, c'est la décision du dirigeant tchèque de résister à l'intimidation américaine.

Les diplomates sont généralement considérés comme des personnes très cultivées, dotées d'une connaissance profonde des relations internationales, qui ont enduré une longue formation avant d'être nommé à un poste aussi important. C'est vrai pour la majorité des puissances mondiales. Pourtant, il y a une exception notable, ce sont les États-Unis. Dans ce pays, les ambassadeurs sont bien souvent nommés par copinage, comme récompense pour services rendus à des alliés politiques.

L'exception existe dans le cas où le pays est particulièrement stratégique aux yeux des États-Unis ou si les relations sont particulièrement tendues. L'exemple le plus marquant est l'Ukraine où le militaire de carrière Geoffrey Pyatt a été nommé au poste d'ambassadeur quelques mois avant le début de la crise de Maïdan. Moscou appartient à la seconde catégorie, l'ambassadeur très expérimenté John Tefft a remplacé Michael McFaul en 2014, dont le mandat a été généralement qualifié de désastreux.

Les ambassadeurs comme Geoffrey Pyatt prennent leur rôle très au sérieux, quand ils ne vont pas jusqu'à désigner les membres du gouvernement de leur pays d'envoi. Ils sont bien informés des objectifs de la politique étrangère américaine et ont un vaste réseau dans le département d'Etat. L'engagement partisan de Pyatt en Ukraine n'était pas un solo : il est évident que de telles manœuvres sont approuvées par les échelons supérieurs, qu'il s'agisse du contrôle de la circulation dans les rues de Kiev ou des gesticulations hystériques contre les «terroristes» du Donbass. Geoffrey Pyatt est aussi un opérateur médiatique expérimenté qui a manipulé avec succès le tissu médiatique de Kiev. Bien sûr, le fait que la

majorité des journalistes occidentaux qui couvrent l'actualité russo-ukrainienne ont reçu très peu de formation dans ce domaine, rend la tâche beaucoup plus facile.

L'ambassadeur américain typique ne doit pas être un héros comme Pyatt. La plupart ne font qu'acheter leurs sinécures. En général, ces nominations sont une récompense pour des collectes de fonds. Plus rarement, elles sont accordées à une personnalité publique étroitement liée au pays. Par exemple, la sœur de John Fitzgerald Kennedy, Jean Kennedy Smith, a passé cinq ans à Dublin, ce qui a renforcé les relations amicales entre la famille Kennedy et le pays natal de ses ancêtres.



Source: Reuters
Milos Zeman

L'Holocauste particulier d'Andrew Schapiro

Tout cela nous renvoie à Andrew Schapiro. L'ambassadeur actuel à Prague était à la Faculté de droit de Harvard avec un an d'avance sur le président Obama. Cela signifie que Schapiro est un membre atypique de l'équipe diplomatique pour le moins hétéroclite de l'administration Obama. Il a des liens familiaux avec la République tchèque où sa mère, Raya, née à Prague, était une réfugiée de l'Holocauste. Sa grand-mère et son oncle sont restés et morts en Pologne, l'une dans le camp d'Auschwitz et l'autre dans le camp de Treblinka.

Sans aucun doute, Andrew Schapiro savait que les camps de la mort allemands ont été libérés par les forces soviétiques composées majoritairement de Russes, bien que le camp de Treblinka ait d'abord été démoli par les nazis dans une tentative futile d'étouffer l'affaire. Ironiquement, le premier officier soviétique à pénétrer dans le camp d'Auschwitz était Anatoly Shapiro, un homonyme.



Le passé de l'ambassadeur rend sa tentative d'intimider le président Milos Zeman encore plus ridicule. Pourtant, une chose que les Américains n'aiment pas, c'est quand on ignore leurs ordres. Quand vous croyez que votre nation est «indispensable», comment ses ordres pourraient-ils être remis en question?

Ce qui est clair, c'est qu'une fois que Barack Obama a annoncé qu'il n'allait pas assister au 70ème anniversaire du Jour de la Victoire à Moscou, le département d'Etat s'attendait à ce que tous les pays «alliés» suivent cette décision. A part la Grèce (froissée par les exigences financières draconiennes de l'Union européenne), Chypre et la République tchèque, tout le camp occidental a joué le jeu.

Complètement non qualifié pour son rôle, Andrew Schapiro est intervenu et a directement critiqué le choix de Milos Zeman de visiter Moscou le 9 mai. Nul besoin d'essayer même d'imaginer la réaction américaine si l'ambassadeur tchèque aux Etats-Unis réprimandait Obama pour la reconnaissance de Cuba et l'organisation d'un coup d'Etat en Ukraine, pour ne citer que deux exemples. Si la majorité des Américains comprenait où se trouve la République tchèque, l'ambassadeur serait vilipendé.

La motivation de Milos Zeman

Le président tchèque déclare qu'il visitera Moscou pour «rendre grâce» au fait que les Tchèques ne parlent pas allemand aujourd'hui. Un autre fait historique non mentionné est que la Tchécoslovaquie (à l'époque) a été remis à Hitler par le «monde libre» en 1938. Inversement, les chars soviétiques sont entrés à Prague 30 ans plus tard pour réprimer brutalement un soulèvement. Par conséquent, les Tchèques ont des attitudes ambivalentes envers la Russie et les puissances occidentales. Etant donné les expériences historiques, les Tchèques croient généralement qu'ils ne peuvent faire confiance à aucune partie.

Le président tchèque s'est opposé avec virulence à la vénération de Stepan Bandera par le

régime ukrainien instauré après le coup d'Etat. En janvier, il a noté que Bandera avait planifié d'établir un Etat fantoche nazi si l'Allemagne avait réussi à arracher l'Ukraine à l'URSS. Comme son prédécesseur Vaclav Klaus, Milos Zeman a critiqué les sanctions adoptées par les Etats-Unis à l'encontre de la Russie.

La semaine dernière, Milos Zeman a attaqué les révisionnistes de l'histoire, en remarquant que l'URSS n'a pas annexé la Tchécoslovaquie après la guerre. «Les soldats soviétiques sont entrés en 1945 comme libérateurs, et à l'automne de l'année suivante, ils ont quitté le pays», a-t-il déclaré. «En 1946, des élections libres se sont tenues qui ont été malheureusement remportées par le Parti communiste».



Source: Reuters
Andrew Schapiro

L'ambassadeur américain a affirmé que les plans de Zeman à Moscou étaient «irréfléchis» et que ce serait «embarrassant» si le président tchèque était le seul homme d'Etat d'un pays de l'UE sur la Place Rouge, comme s'il n'était pas au courant des intentions de la Grèce et de Chypre de répondre présents. La chancelière allemande Angela Merkel devrait arriver à Moscou le lendemain, le 10 mai.

Le nouveau siècle américain ?

Maintenant que Milos Zeman a interdit à Andrew Schapiro d'entrer dans le château de Prague, la résidence du président tchèque, le nouvel épisode de ce tête-à-tête sera fascinant. Le président sera certainement soumis à une pression massive de certains éléments de son propre gouvernement pour faire marche arrière. Pourtant, il est peu probable qu'il se rende alors qu'il lui reste trois années de mandat sur cinq.

Pour les Etats-Unis, nous pourrions être arrivés à une croisée des chemins dans leur traitement de l'Europe de l'Est. On décèle un sentiment que le soutien de la politique américaine contre la Russie a été tenu pour acquis par Washington. Pourtant, la crise ukrainienne a tout changé. Alors que les nations baltes soutiendront la politique américaine jusqu'au bout pour ce qu'elles jugent être des raisons existentielles, beaucoup de pays balkaniques et d'anciens membres du pacte de Varsovie ont un point de vue différent.

Dans un contexte économique moribond voire désastreux en ce qui concerne la Grèce, nombreux sont ceux qui se demandent si le jeu à somme nulle épousé par Washington est, en fait, bénéfique. Alors que la majorité des Etats de l'UE post-communistes ont fait des progrès rapides après leur adhésion initiale, les améliorations sont complètement tombées en panne depuis 2008. La Hongrie, la Slovaquie et la République tchèque ont exprimé ensemble des degrés différents de gêne concernant la politique de l'UE envers la Russie. Tout comme la Grèce et Chypre qui n'ont pas enduré le communisme. En outre, la Serbie et la Turquie, qui sont deux membres de l'UE, se sont vigoureusement opposées aux sanctions antirusse.

Washington a maintenant un choix clair : continuer à intimider l'Europe de l'Est et risquer que le soutien envers les Etats-Unis diminue ou écouter les inquiétudes de la région. Le problème est que cela impliquerait de reconnaître l'absurdité de la politique américaine en Ukraine et le rôle clé joué par la Russie en Europe de l'est. On pourrait commencer par la nomination de quelques vrais diplomates au lieu de ceux de Prague et de Budapest, pas des protégés d'Obama ou des femmes avec un penchant pour Ferrero Rocher.

Bryan MacDonald

La source originale de cet article est rt.com
Copyright © Bryan Macdonald, rt.com, 2015

Articles Par : Bryan Macdonald

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca